



Un ministre israélien ordonne aux prisons de ne pas vacciner les prisonniers de sécurité palestiniens

## Description

Par MEE et agences, le 28 décembre 2020

*L'ordre donné par le ministre va à l'encontre des directives du ministre de la Santé selon lesquelles les prisonniers doivent faire partie du deuxième groupe d'Israéliens à vacciner.*



---

Amir Ohana, ministre israélien de la Sécurité publique REUTERS/Ammar Awad

Le ministre israélien de la Sécurité publique, Amir Ohana, a demandé il y a quelques jours à l'administration pénitentiaire du pays de ne pas vacciner les prisonniers de sécurité palestiniens, a révélé un journal israélien.

L'ordre a été donné malgré les directives du ministère de la Santé selon lesquelles les prisonniers devraient faire partie du deuxième groupe d'Israéliens à vacciner contre le coronavirus, avec le personnel des services de sécurité, a écrit *Haaretz* dimanche.

L'information a été publiée alors qu'Israël a entamé son troisième confinement dimanche à 17 heures, heure locale : la plupart des habitants sont contraints de rester à moins de 1 000 mètres de leur domicile. Coronavirus : les détenus palestiniens en Israël craignent pour leur vie dans des prisons sales et bondées [Lire](#)

Le cabinet du ministre a déclaré que seul le personnel pénitentiaire devrait être vacciné, estimant qu'« il ne devrait pas y avoir de vaccination de prisonniers de sécurité sans autorisation et [que] celle-ci [devrait] se faire en fonction des progrès de la vaccination au sein du grand public », a indiqué le journal.

Bien que la déclaration ne fasse référence qu'aux « prisonniers de sécurité », une lettre à ce sujet envoyée par Moshe Edri, le directeur général du ministère de la Sécurité publique, n'affectue pas cette distinction, faisant plutôt référence à la population carcérale en général, précise *Haaretz*.

Même si la déclaration d'Amir Ohana ne vise pas les détenus palestiniens, il n'existe pas de prisonniers de sécurité non palestiniens en Israël.

La directive du ministère entre en contradiction avec celles du ministère de la Santé établissant l'ordre de priorité en matière de vaccination.

D'après *Haaretz*, l'autorité sur laquelle Amir Ohana peut s'appuyer pour ordonner au service pénitentiaire de vacciner certains détenus et pas d'autres demeure floue.

## « Une directive caractéristique politique »

En réponse à la directive du ministère de la Sécurité publique, Moshe Arbel, député du Shas, a adressé une question parlementaire à Amir Ohana, lui demandant d'expliquer pourquoi il n'était pas nécessaire de vacciner tous les détenus, au vu de la surpopulation carcérale et [des conditions de vie difficiles](#) dans les prisons israéliennes ainsi que du rythme positif de la vaccination au sein du grand public.

« L'État devrait intervenir face à la situation difficile des prisonniers, qui font partie des groupes les plus denses et les plus vulnérables du pays, et agir pour les faire vacciner dès que possible », a écrit Moshe Arbel.

L'ONG Physicians for Human Rights a critiqué l'annonce d'Amir Ohana : « La directive caractéristique politique du ministre Ohana montre une fois de plus pourquoi la responsabilité de la

La santé des prisonniers devrait être retirée au ministère de la Santé publique et à l'Administration pénitentiaire d'Israël pour être confiée à un organisme dont la priorité première est la santé.

« La directive du ministre entre en contradiction avec les directives en matière de vaccination que le ministère de la Santé a publiées.

« Nous devrions veiller à ce que les prisonniers se voient accorder une haute priorité en matière de vaccination, conformément aux recommandations des experts de la santé impliqués dans ce domaine, en particulier la lumière des données mondiales montrant que le risque d'infection parmi les détenus est plus élevé que celui de la population extérieure. »

## Les Palestiniens dans l'attente

Il y a une dizaine de jours, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est vu administrer le vaccin contre le COVID-19, lançant ainsi une campagne de vaccination nationale.

Considérée comme la plus importante de l'histoire d'Israël et baptisée « Tendre Étoile », celle-ci n'inclura cependant pas les millions de Palestiniens vivant sous contrôle israélien dans [les territoires occupés](#), malgré un récent pic de cas et de décès dus au virus.

En Cisjordanie occupée, la campagne de vaccination israélienne concernera uniquement les colons juifs.

Les 2,5 millions de Palestiniens vivant sur le territoire occupé devront quant à eux attendre que l'Autorité palestinienne, une administration à court d'argent qui gère certaines parties de la Cisjordanie occupée conformément aux accords de paix intermédiaires d'Oslo conclus dans les années 1990, leur en fournisse.

L'Autorité palestinienne espère obtenir des vaccins [grâce au COVAX](#), un partenariat entre l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et des organisations humanitaires visant à fournir le vaccin aux habitants des pays pauvres. Mais celui-ci n'a pas encore atteint les 2 milliards de doses qu'il espère acheter au cours des prochaines années.

Le fait que les Palestiniens ne disposent que d'une seule unité de réfrigération capable de stocker le vaccin Pfizer complique les choses.

L'Autorité palestinienne a signalé plus de 85 000 cas en Cisjordanie, dont plus de 800 décès, et l'épidémie s'est intensifiée au cours des dernières semaines.

La situation [est encore plus grave](#) à Gaza, qui abrite deux millions de Palestiniens et qui est soumise à un [blocus israélo-égyptien](#) depuis la prise de pouvoir du Hamas en 2007. Les autorités ont rapporté plus de 30 000 cas, dont plus de 200 morts.

Source : [Middleeasteye](#)

Traduction [VECTranslation](#).

## Tags

1. Amir Ohana
2. apartheid
3. colonisation
4. coronavirus
5. Covid
6. covid-19
7. droits humains
8. Israel
9. ministre sécurité publique
10. palestine
11. prison
12. prisonniers
13. prisonniers palestiniens
14. prisonniers politiques
15. vaccin

**date cr  e**  
2020/12/30